



NAVS13

Groupe d'accompagnement Harmonisation des registres

Claude Gisiger (SR)

Neuchâtel, 17 mai 2018



1. NAVS13: réglementation actuelle

L'utilisation du NAVS13 est réglée de manière stricte dans la loi sur l'AVS (RS 831.10). Ce numéro peut être utilisé principalement dans les domaines suivants:

- Dans l'AVS, et, hors de l'AVS, par les services et institutions qui sont chargés de tâches en rapport avec la sécurité sociale.
- **En dehors de la sécurité sociale: un usage systématique n'est possible que si une loi fédérale le prescrit et que le but de l'utilisation ainsi que les utilisateurs légitimés sont définis** (par ex. loi sur l'harmonisation de registres LHR).
- Dans certains domaines d'exécution du droit cantonal: réduction de primes dans l'assurance-maladie, aide sociale, impôts ou écoles.



2. NAVS13: décision du CF le 1.2.2017

Le Conseil fédéral soutient l'utilisation du numéro d'assuré NAVS13 pour accélérer les travaux administratifs, les rendre plus efficaces et en réduire les coûts. Il propose que

- Toutes les autorités au niveau Confédération, cantons et communes soient habilitées à **utiliser systématiquement** le NAVS13 dans l'exécution de leurs tâches légales.
- Les institutions qui, sans avoir le caractère d'une autorité, sont chargées de l'exercice d'un mandat public auront par contre l'obligation d'obtenir une autorisation légale spéciale pour pouvoir utiliser le NAVS13.

Le Conseil fédéral attache une grande importance à la sécurité et à la protection des données et entend prendre des mesures efficaces à cette fin. Il a chargé le DFI (OFAS) d'élaborer, d'ici à l'automne 2017, un projet de loi en vue de le mettre en consultation



3.1 NAVS13: analyse de risques

En parallèle, l'Office fédéral de la justice et le Préposé fédéral à la protection des données ont, d'entente avec l'OFAS et l'UPIC, décidé de soumettre la question d'une utilisation plus étendue du NAVS13 à une analyse de risques indépendante.

Le mandat a été attribué à **M. David Basin**, professeur ordinaire au Département Informatique de l'EPF de Zurich.

Pour réaliser son analyse, le professeur Basin a examiné la situation actuelle (état actuel de l'utilisation et de l'extension du NAVS13) et mené des interviews auprès de différents offices et services.



3.2 Analyse Basin

Analyse de risques Basin: le rapport a été publié en octobre 2017 (voir <https://www.edoeb.admin.ch/edoeb/fr/home/protection-des-donnees/statistik--register-und-forschung/numero-avs.html>).

Conclusion principale: «Il est possible et souhaitable d'introduire des identifiants sectoriels en tant que solution de rechange au NAVS13, mais il faut le faire en respectant certains principes. Il faut en particulier à la fois réduire au minimum la conservation d'attributs relatifs à l'identité et protéger adéquatement toutes les tables de liaison (...). **Introduire de cette manière des identifiants sectoriels réduirait les risques en matière de sécurité dus à l'utilisation qui est faite aujourd'hui du NAVS13 et à son extension continue.** »



3.3 Réaction Privatim

Peu de temps après, la Conférence des préposés suisses à la protection des données (Privatim), a exigé des gouvernements cantonaux «de renoncer à l'utilisation du numéro d'AVS comme identifiant personnel universel».

L'utilisation du NAVS13 «facilite la mise en relation des données et augmente le risque de leur utilisation frauduleuse». Privatim souhaite donc «qu'à l'avenir ne soient introduits que des identifiants sectoriels ne pouvant pas être directement liés à des données de personnes identificatrices, mais nécessitant des procédés spécialement sécurisés pour qu'un tel lien puisse être établi. Cette approche permettrait de réduire de façon substantielle le risque lié à l'utilisation de plus en plus répandue du numéro AVS».



3.4 Réaction Confédération

Intervention de Mme Simonetta Sommaruga, conseillère fédérale (Conseil des Etats, 7.12.17, dossier 14.034): *la conclusion principale de cette analyse est que les risques en matière de protection des données ne sont pas là où on les attendait, c'est-à-dire du côté de l'identificateur de personne, mais bien dans la gestion des données. (...) Si l'on continue de gérer les données comme aujourd'hui, alors l'introduction du numéro AVS dans le registre foncier ne va pas amener une grande détérioration en matière de risques. Et l'introduction d'un identificateur sectoriel n'améliorera pas vraiment la situation non plus. (...) Le rapport dit que c'est la manière de gérer les données qu'il faut examiner lorsque l'on parle de risques de protection des données. (...) A l'avenir, la liaison entre les identificateurs de personne et les personnes doit être repensée dans chaque cas dans les processus de travail de l'administration, et ce, en se basant sur les risques. Ces recommandations ne peuvent pas être mises en œuvre à court terme.*



3.5 Réactions au parlement

Juste après la publication de l'analyse Basin, deux commissions du Parlement ont réagi:

- Toutes les autorités doivent pouvoir utiliser le numéro AVS comme identificateur de personne, a décidé la Commission de la politique de sécurité du Conseil des Etats dans son examen de la loi sur la sécurité de l'information, en octobre 2017.
- La Commission des affaires juridiques du Conseil national a transmis un postulat:
Le Conseil fédéral est chargé de montrer dans un concept, pendant la législature en cours, de quelle manière il est possible de faire face aux risques liés à l'utilisation du numéro d'assuré AVS à 13 chiffres en tant qu'identifiant des personnes unique. Il montrera en outre de quelle manière la protection des données dans le cadre de l'utilisation de numéros d'identification de personnes par les cantons, les communes et des tiers peut être améliorée. Le Conseil fédéral prendra pour cela en considération l'avis du Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence.



4. Etat des travaux

Projet de révision: l'OFAS a élaboré un premier projet de révision, mais doit encore régler différentes questions, entre autres:

- L'utilisation du NAVS13 par des acteurs privés
- Les questions de sécurité et de protection des données soulevées dans le postulat de la commission des affaires juridiques du Conseil national.
- La question ardue du financement des activités de la CdC en rapport avec le NAVS13 (banque de données UPI, service de clearing, etc.). L'OFAS ne souhaite plus financer ces activités via les fonds AVS mais par des émoluments. Avec plus de 14'000 utilisateurs systématiques du NAVS13 déjà aujourd'hui, un tel mode de financement semble cependant difficile à mettre sur pied.